

Message du Parti Communiste Polonais (KPP) lu devant l'ambassade de Pologne à Paris lors du rassemblement de soutien aux communistes polonais, le 27 janvier 2018

Nous remercions toutes les organisations et les personnes présentes à cette manifestation, notamment ceux qui soutiennent depuis un an et demi notre lutte contre les répressions anti-communistes en Pologne. Depuis deux ans, les membres du Parti Communiste Polonais KPP doivent faire face à ce procès où on les accuse de « propager le communisme » dans leur journal « *Brzask* » et sur leur site Internet. Ils sont accusés en effet d'avoir appelé à une révolution pour mettre fin à ce qui est le vrai totalitarisme, le capitalisme. Les autorités de la Pologne répriment de plus en plus les opinions communistes en les caricaturant en « idées totalitaires ». Il y a un an, le tribunal avait arrêté les poursuites, mais le procureur a fait appel et la procédure a été renouvelée. L'audience prochaine aura lieu le 1er février 2018.

Pour avoir écrit de simples articles, les membres du KPP peuvent être condamnés jusqu'à deux ans de prison !

Ce procès est un élément clé des répressions contre la gauche révolutionnaire et communiste qui ont lieu en Pologne. Cette accusation est un instrument visant à interdire, à délégaliser le Parti Communiste Polonais et à criminaliser les idées communistes. Depuis la prise du pouvoir fin 2015, le parti Droit et Justice (PiS) intensifie les répressions et l'anti-communisme devient une composante primordiale de l'idéologie officielle de l'État. De l'espace public, on détruit et élimine tous les monuments et signes de mémoire du temps du socialisme et de la lutte contre le fascisme.

Dans le cadre de la loi sur la « décommunisation », des noms de rues liés à l'histoire du mouvement ouvrier ont été retirés. Les autorités détruisent aussi les monuments érigés en mémoire des soldats de l'Armée Rouge qui sont morts en libérant la Pologne du nazisme. Des destructions sont opérées y compris dans les cimetières ce qui à juste titre suscite colère et incompréhension au niveau international. Ces destructions barbares s'accompagnent d'une propagande mensongère réécrivant l'Histoire et éliminant toutes les réalisations positives du socialisme. La campagne de mensonges envahit même les manuels scolaires.

L'acteur clé de cette campagne est *l'Institut de mémoire nationale (IPN)*, de sinistre mémoire ! Cette institution, née en 1997 de la première loi de « lustration » est une institution non prévue dans la Constitution et pourtant disposant d'un gigantesque pouvoir. Elle est une agence d'État à mi-chemin entre une institution d'archives (*l'IPN* s'est progressivement accaparé la totalité des Archives du 20^{ème} siècle après avoir mis la main sur les archives de l'ancienne police des services secrets *UB*) et un tribunal. Ce tribunal statue, sur la base des archives, sur la vie des citoyens sans que ces citoyens puissent faire appel de sa décision ! Une juridiction d'exception qui peut briser les carrières, des vies, diffamer publiquement des gens et empêcher des personnes d'exercer leur citoyenneté (en effet toute personne postulant à un poste public doit remplir une « fiche de lustration » qui est contrôlée par *l'IPN*) est complètement contraire à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), aux droits de l'homme, aux valeurs de l'Union européenne (UE)... Mais l'UE, si prompt à accuser la Russie, détourne les yeux depuis des décennies sur les violations des droits humains en Pologne !

L'Institut de mémoire nationale reçoit de plus en plus de subventions publiques afin de pouvoir empoisonner les esprits, notamment des jeunes, lui permettant de manipuler la mémoire nationale, de porter au pinacle comme prétendus « résistants aux soldats maudits », les fascistes polonais des *Narodowe Sily Zbrojne (NSZ)* ou banaliser l'Insurrection de Varsovie comme étant un jeu bon pour les enfants. Certains membres du comité de direction de *l'IPN* ont en effet des liens avec le mouvement néofasciste.

La Pologne de 2018 n'est pas un pays respectant la liberté d'expression, ni la liberté de réunion, ni d'association. C'est pour cela que la solidarité des forces révolutionnaires internationales est si importante. Le KPP a besoin de votre soutien parce qu'il va continuer la lutte malgré tout.

Les pouvoirs peuvent interdire un parti ou une organisation, mais on ne peut interdire une idée.

Le KPP a besoin de ce qui a toujours fait la force du mouvement communiste révolutionnaire : La Solidarité Internationale !

À bas la répression anticommuniste en Pologne !

Vive la solidarité internationale communiste !